

Jean GARRIGUES, *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*. Paris, R. Laffont, 2004, 490 p.

Professeur d'histoire contemporaine, et président du Comité d'histoire parlementaire et politique qui rassemble des historiens et des politistes, Jean Garrigues est spécialiste de la vie politique sous la III^e République et des relations entre pouvoir économique et pouvoir politique. Sur ces sujets, il est l'auteur d'une douzaine d'ouvrages et de plus d'une trentaine d'articles, à la fois dans des collections et revues universitaires et des publications de vulgarisation scientifique. Ici, on touche à un point central pour comprendre *Les scandales de la République. De Panama à l'affaire Elf*. En effet, deux lectures peuvent en être faites, que l'on se place du point de vue des attentes universitaires ou de celles d'un texte à diffusion élargie.

L'ouvrage est de belle facture et d'excellente lisibilité grâce à une impression en grands caractères. Il ne manque pas de force d'attraction, à la fois par son objet qui aiguise l'appétit de connaissance face à un thème qui s'inscrit dans le clair-obscur, et par la perspective d'« ausculter » sur le temps long pas moins d'une quarantaine d'affaires qui ont marqué les III^e, IV^e et V^e Républiques. « Le double pari de ce livre, c'est de raconter et de comprendre », insiste Jean Garrigues (p. 13) qui, en historien, retient un plan d'exposition chronologique organisé en six parties. Un premier point a trait à l'« invention du scandale » durant les premières décennies de la III^e République : scandale des décorations impliquant Wilson, le gendre du président Grévy, celui des « chéquards » de Panama ou des liens entre « Républicains historiques » et milieux d'affaires, à l'exemple du gouverneur du Crédit foncier Albert Christophle ou de Maurice Rouvier. Elle-même née de l'affaire Dreyfus, la République radicale est ensuite étudiée pour avoir donné lieu au scandale des fiches du ministère de la Défense, à plusieurs faillites bancaires impliquant des personnalités politiques (Caillaux, Berthelot, Oustric...) et bien sûr à l'affaire Stavisky, qui donne à voir autant qu'alimente la montée de l'antiparlementarisme dans les années

30. En réaction, le régime de la IV^e République affiche son objectif de couper le cordon entre les élites politiques et le monde des affaires. Pour autant, il n'y a pas de point d'arrêt – les responsables communistes et les milieux anticolonialistes se chargent de le dénoncer en pleine guerre froide et guerre d'Indochine. Ainsi l'auteur s'intéresse-t-il au « scandale du vin » au ministère du Ravitaillement, celui des « bons d'Arras » qui voit le député gaulliste et ancien résistant, Antoine Bauny Chalvet de Récy, pris dans un vol au Trésor, l'affaire Boutemy, cet intermédiaire électoral du CNPF qui devient ministre du gouvernement de René Mayer alors qu'il s'est activement compromis sous Vichy, enfin les affaires liées à la guerre d'Indochine : « L'affaire des généraux » (la diffusion d'un rapport confidentiel au Vietminh), le trafic des piastres (jeu sur les opérations de change) ou les fuites au sein du comité de la Défense nationale. Au temps de la République gaullienne, ce sont d'abord des opposants qui sont impliqués en 1959 dans deux scandales : celui dit des « ballets roses », parties fines auxquelles André Le Troquer, figure de la SFIO et ancien résistant, aurait pris part, et celui de l'attentat de l'Observatoire, présenté tantôt comme le fait des partisans de l'Algérie Française, tantôt comme un coup organisé par François Mitterrand lui-même. Les scandales touchent ensuite les milieux gouvernementaux, à mesure que se tendent les rapports entre « gaullistes historiques » et giscardiens. Jean Garrigues évoque l'enlèvement de Ben Barka, la faillite immobilière du *Point du Jour* et du projet d'aménagement de La Villette, les malversations de comptes de Sociétés civiles immobilières (SCI), présidées par des députés UDR parisiens, les dossiers de Gabriel Arenda au ministère de l'Équipement touchant Albin Chalandon, etc. Ensuite, l'auteur pointe les « liaisons dangereuses » de la présidence Giscard, marquée par la proximité entre milieux économiques et gouvernementaux, à l'exemple des affaires Dassault, de l'assassinat du prince de Broglie ou des diamants offerts par Bokassa au président. Une large sixième partie de l'ouvrage concerne les années 80-90. Face au programme de « grand ménage » du parti socialiste qui

accède au pouvoir, s'accablent les affaires de secret-défense autour de Charles Hernu : les Irlandais de Vincennes, le sabotage du *Rainbow Warrior* et les ventes d'armes à l'Iran. Durant la première cohabitation, éclate l'affaire *Carrefour du développement*, qui touche à la fois l'ancien ministre socialiste Christian Nucci et le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Les délits d'initiés du mitterrandisme sont aussi d'actualité : la société Générale et Georges Pebereau, l'opération Triagle-Péchiney qui « mouille » l'entourage direct du pouvoir (Max Théret, Alain Boubilil, Roger-Patrice Pelat...), sans oublier la triste affaire du sang contaminé. Le financement occulte des partis politiques *via* des bureaux d'études est une autre source de nombreux scandales : Sormae, Urba, Trager, Sages, Emmanuelli, Destrade, Longuet, Méhaignerie... Au début des années 90, sont également révélées les malversations de « grands élus locaux » : Jean-Michel Boucheron, Jacques Médecin, Maurice Arreckx, Michel Mouillot, Michel Noir ou Alain Carignon. À l'instar des tourments du RPR dans les affaires Schuller-Maréchal, Casetta et Tibéri, les sommets de l'État ne sont pas exempts. Sur les années les plus récentes, l'auteur évoque l'hypothèse d'un « pacte du silence » : entre les ennus du président Chirac liés à la cassette Méry, ceux de Dominique Strauss-Kahn dans la même affaire comme dans celle de la MNEF, l'implication de Roland Dumas dans l'affaire Elf/Deviens-Joncour, ou l'affaire Gifco pour le PC, chaque formation politique est touchée, si bien que « la quasi-totalité du monde politique s'accorde pour calmer le jeu » (p. 401).

Le livre apparaît très vivant, épisode après épisode, personnage après personnage, et présente un évident intérêt informatif par la mise en parallèle d'autant d'affaires. La présence d'un tableau chronologique (pp. 452-463) est fort utile pour disposer d'un guide de lecture, grâce à ses rubriques : motifs, révélations, exploitation, procès et conséquences politiques. Si on ajoute l'index des noms cités, le lecteur dispose de bons instruments de repérage, complétés par l'exposé des sources et la bibliographie (pp. 465-472), organisés de façon claire.

Cependant, si l'on excepte la période de la III^e République, cette dernière est d'abord constituée de sources de deuxième main : écrits « marqués », témoignages d'acteurs ou enquêtes de journalistes plus ou moins « à chaud », qui supposent un maniement précautionneux. Or, peu de références d'analyse sont proposées et utilisées. Par là, ressort la question du statut de l'ouvrage.

Sans porter un quelconque jugement de valeur, celui-ci semble se fondre dans les canons d'une écriture « grand public », parfois romanesque. De ce point de vue, le portrait du député Rives-Henrys est éloquent (p. 227). Multiples sont les indices en ce sens. Un certain positivisme d'abord : est-il indispensable de savoir que le comptable de la société Dassault a détourné des fonds en se présentant « à l'agence BNP de la rue de la Grande Armée » ? (p. 263). Le livre fourmille de ces détails qui en rendent la lecture plaisante mais noient quelque peu l'analyse, de même que le fait l'usage fréquent d'expressions populaires. Par exemple, les victimes de détournements sont régulièrement qualifiées de « gogos » (pp. 200, 279, etc.), tandis que le passé de Boutemy vaut au président du Conseil René Mayer de lancer « Zut, je n'y avais pas pensé » (p. 148) – on passe sur des rapprochements curieux, notamment pour évoquer le décès dans un accident de voiture, en 1953, du ministre communiste Yves Farge qui avait dénoncé en 1946 le « scandale du vin » : « Hasard de l'Histoire, il est mort en Géorgie quelques jours à peine après le plus célèbre des Géorgiens, Joseph Djougachvili, dit Staline » (p. 133)... Du moins les formules et les sous-entendus ne peuvent-ils réellement emporter la conviction ; ainsi, s'agissant de l'« affairiste » Maurice Rouvier, l'auteur termine-t-il par cette pirouette : « Ce sont plus des rumeurs que des accusations précises, mais leur récurrence nous autorise une certaine suspicion » (p. 47). Une scénarisation du propos se laisse repérer, et le style se relâche lorsqu'il est question pêle-mêle de « ma riri bien aimée » (p. 73), de « Jo les cheveux gris » (p. 105), de « M. Sourire » (p. 198), du « bel Antoine » ou de « Jojo le dingue » (p. 209). Plus ennuyeuse est la distribution de bons et de mauvais points

aux acteurs et au monde social : la neutralité de l'historien s'efface devant des jugements qui supposeraient une démonstration bien plus serrée. Ainsi François Mitterrand est-il conforté par l'auteur dans l'affaire des fuites (p. 178) comme dans celle de l'Observatoire (p. 197), tandis que « grâce au scandale, les dessous du gaullisme apparaissent ». Cela semble tranché ; or, le texte est en retrait sur le fond. La question centrale tient donc à l'administration de la preuve scientifique, là où Jean Garrigues s'en tient trop à un paradigme indicial qui fait courir le risque d'une suspicion généralisée – ce dont il se défend pourtant, affirmant « Halte au "Tous pourris" » (p. 13). Si l'on admet que la construction du récit est orientée vers un large lectorat, elle pêche en ne fournissant pas toujours les moyens de comprendre, multipliant les personnages et les sigles sans préciser les tenants et aboutissants de leur convocation. Par exemple, quant à l'attentat de l'Observatoire, tout un chacun est-il vraiment familier du MP 13 qui apparaît p. 191 ? L'économie de notes de bas de page se ressent ici.

De façon corollaire, on regrette une absence de conceptualisation de la notion de scandale – il faut d'ailleurs attendre la conclusion (p. 431) pour en trouver une définition, celle du *Littré*, et la tentation de la fin de l'histoire bien connue des sociologues guette lorsque Jean Garrigues écrit : « Leur multiplication aurait-elle provoqué la mort du scandale ? » (p. 424). On pourrait aller plus loin, en se fondant sur des travaux reconnus en science politique, à commencer par l'ouvrage de Michel Dobry (*Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Références, 1992, 1^{re} éd., 1986), dont la perspective – différente – est de déceler dans les scandales, derrière l'anecdotique, leur localisation multisectorielle : « Il faut souligner que la vertu déstabilisatrice de nombreux scandales doit être mise en relation avec les interférences des logiques sectorielles, avec les empiètements que subit l'autonomie des secteurs affectés – ce que les scandales "révèlent" et réalisent à la fois –, c'est-à-dire, en définitive, avec les

mobilisations multisectorielles dont les scandales sont faits » (p. 291). De plus, on sait que les scandales politiques sont des mobilisations particulièrement centrées sur les luttes de définition de la réalité, d'où l'importance des stratégies lexicales, guère abordées par Jean Garrigues. On lira avec profit l'article d'Alain Garrigou (« Le boss, la machine et le scandale. La chute de la maison Médecin », *Politix*, 17, 1992, pp. 7-35), lequel distingue « l'affaire » comme « violation divulguée des normes » des « mobilisations scandaleuses » comme « processus et conjonctures constituées à partir d'une affaire », précisant encore – et cela permettrait une réflexion approfondie sur les modalités relevées par Jean Garrigues – que les « fuites » peuvent être l'œuvre d'imprécateurs (les « chevaliers blancs » pour Jean Garrigues) mais aussi d'agences d'exécution : presse, administration judiciaire, police... Dans un cas, les coups eux-mêmes constituent une large part du système d'exécution, dans l'autre, l'exécution se situe dans le fonctionnement autonome d'une institution. En fait, un fil rouge du livre de Jean Garrigues se rapporte à la place du patronat en politique et, de ce point de vue, l'auteur se situe dans une certaine tradition qui s'efforce de découvrir un monde caché du pouvoir de la finance, et le plus souvent des milieux parisiens, depuis Henri Ehrmann (*La politique du patronat français. 1936-1955*, Paris, A. Colin/FNSP, 1959), et Roger Priouret (*Origines du patronat français*, Paris, Grasset, 1963).

On l'aura saisi, il y a là quelque déception pour le chercheur en sciences sociales, ce qui ne doit pas faire oublier un certain nombre de pistes que Jean Garrigues ouvre au fil des récits. Un premier intérêt – spécialement dans le cadre de la présente revue – est de faire ressortir par le menu les transformations du rôle des médias, et en particulier la presse, en suivant le développement en France d'un journalisme d'investigation et le poids croissant de la télévision. La figure de Jacques Fauvet apparaît comme celle d'un précurseur dans l'affaire des diamants de Bokassa (pp. 285-299), et bientôt ce sont les journaux et magazines qui se marquent en pointe dans

la révélation et l'entretien des mobilisations scandaleuses – notamment lorsque l'opposition parlementaire se tient en retrait en évoquant l'« intérêt national ». C'est très net dans l'affaire du *Rainbow Warrior* (p. 308 et sq.). De même *Le Monde*, *L'Express* et le *Nouvel Observateur* livrent un à un les noms des initiés de l'entourage de François Mitterrand et Pierre Bérégovoy, et les exemples se suivent page après page depuis les années 80. Là paraît bien le remodelage de ce qui fait scandale à mesure de l'investissement des médias : que les relations Dumas/Deviens-Joncour ou les ennuis de Xavier Tiberi, raillée aux Guignols aient « fonctionné » dans la production du scandale n'est pas anodin, Jean Garrigues le pointe avec raison (p. 399, p. 407), et il est dommage que disposant d'un tel corpus de presse, ce dernier n'ait pas davantage systématisé l'analyse, à savoir quel organe de presse, à quel moment, sur quel type d'affaires, impliquant quels acteurs, avec quel contenu, sous quelle forme (article, éditorial...), voire quels journalistes – même si l'hypothèse souvent suggérée d'une bipolarisation de la presse, suivant un axe gauche-droite parallèle aux partis politiques apparaît fondée avec une certaine force. Aurait également mérité un traitement plus approfondi, la question soulevée très justement de l'implication des médias eux-mêmes dans les scandales à mesure qu'ils deviennent des contre-pouvoirs efficaces : l'affaire Michel Noir/Patrick Poivre d'Arvor (p. 386) qui a touché de nombreuses figures de premier plan de la presse et de la télévision ne peut-elle être tenue pour révélatrice d'une collusion transversale élargie, entre élites là aussi, comme on a pu le voir entre gouvernants et grands patrons ?

Nous permettre de suivre la montée en puissance de l'autorité judiciaire au fil de la V^e République est un autre point fort de l'ouvrage, les juges d'instruction sortant peu à peu de l'anonymat, et l'auteur pouvant évoquer une « alliance objective » avec les médias. L'observation de ce processus est confirmée par une recension minutieuse des dénonciations de la « République des juges » de la part des hommes politiques toutes tendances confondues (p. 367,

p. 371, etc.). Toutefois, on regrettera une division trop manichéenne entre les juges d'instruction, en pourfendeurs du vice, et les magistrats siégeant en procès, qui seraient bien trop complaisants (p. 377) – on renvoie aux logiques différentes entre imprécateurs et agences d'exécution. Un troisième intérêt tient à la réflexion sur la chronologie et la dimension processuelle des scandales, où l'on repère des « moments fondateurs » (à l'instar du scandale des décorations lançant les mobilisations populistes du boulangisme) et des contextes d'accélération (par exemple les années 1969-1974, lorsque les tensions croissent entre gaullistes et giscardiens). Jean Garrigues nous permet d'écarter l'idée selon laquelle les scandales politiques se sont toujours déroulés de la même manière, car ils ont trait aux conflits qui opposent les acteurs pour la défense légitime des règles officielles du jeu politique. Rejoignant Alain Garrigou (*Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992), l'auteur montre bien que, si on ne saurait retenir une vision « instrumentale » selon laquelle le scandale politique ne serait qu'une exploitation montée par des adversaires, il demeure la vision « stratégique » selon laquelle le scandale politique ne dépend que partiellement du niveau des transgressions, dans la mesure où il n'y a pas un phénomène d'augmentation des déviations par rapport à des normes immuables, mais un abaissement du seuil de sensibilité par rapport à des normes se fixant dans les contestations et dans les sanctions juridiques mais aussi politiques. En cela, Jean Garrigues parle d'un « miroir » : « À chaque époque ses vices et ses dérives, à chaque époque ses scandales, miroirs et révélateurs sociaux » (p. 11). À l'instar des analyses de Michel Dobry, une précaution s'impose pour laquelle les conjonctures critiques ne doivent pas être perçues comme les moments de vérité d'une société et ne se réduisent en aucun cas à un « grossissement » des traits qui caractérisent les états routiniers ; tout au contraire, ces états critiques correspondent à des configurations structurelles originales, marquées par l'incertitude, ce qui fait que les calculs des acteurs s'effectuent selon des

voies sensiblement distinctes de celles qui caractérisent les contextes dans lesquels l'individu et le groupe ont à leur disposition des instruments d'anticipation et des points de repère institutionnalisés et familiers (*op. cit.*, p. 288). Un atout de l'ouvrage de Jean Garrigues n'en est pas moins de bien montrer les interactions permanentes entre les trois dimensions de la corruption politique, celle des fonctionnaires et celle pratiquée par les entreprises privées, et l'on sait que c'est là un obstacle de fond à l'analyse comme au traitement de la corruption – ce que Pierre Lascoumes a également souligné (*Corruptions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999).

Enfin, on insistera sur l'intérêt des quarante dernières pages de l'ouvrage, analytiques celles-là. L'auteur y repère six séries explicatives de la multiplication des scandales durant les décennies 80-90 : le contexte économique et l'explosion de la bulle financière ; l'avènement de la politique-spectacle et les besoins toujours croissants des partis et des candidats ; les transferts de compétences de la décentralisation et les nouvelles féodalités locales ; l'engagement de la presse française sur la voie d'un journalisme d'investigation ; l'apparition d'une nouvelle génération de juges et leur médiatisation ; enfin le rôle des règlements de comptes politiques (pp. 416-420). La poussée des extrêmes est également soulignée, en remarquant que bien qu'elles-mêmes soient objets de possibles affaires, à l'instar du Front national, leur fonction de protestation leur permet de profiter des scandales sans y être exposées. En conclusion, l'auteur nous présente une stimulante réflexion autour de trois questions centrales. D'abord, pourquoi naissent les scandales ? Et d'évoquer la crise des institutions, la corruption, l'affairisme, le sentiment d'impunité des gouvernants, la dissimulation et la raison d'État qui poussent à la révélation. Par qui justement ? À cette seconde question, Jean Garrigues répond en soulignant les évolutions repérables depuis la III^e République dans le rôle joué par la tribune parlementaire, les médias et l'institution judiciaire. À quoi servent les scandales, enfin ? Ils se révèlent avant tout être des opérations politiques, dans leur fabrication comme leurs usages, plus que

des occasions de sanctionner des fautes ou corriger des déviances du système politique. Ceci amène à relativiser les effets des mobilisations scandaleuses, rejoignant l'hypothèse de « régression vers les habitus » formulée par Michel Dobry, pour lequel le passé d'une société tend à persister et à façonner jusqu'aux perceptions et comportements des acteurs dans les moments-mêmes où le monde social paraît se défaire autour d'eux (*op. cit.*, p. 289).

Tout ceci invite le lecteur sociologue, politiste ou communicologue à aborder peut-être l'ouvrage de Jean Garrigues à rebours, en s'imprégnant de sa riche conclusion avant de puiser dans les récits qui précèdent en fonction des précisions narratives qu'il souhaite. Ainsi profitera-t-il de pistes d'analyse clairement balisées, à partir d'un corpus large, sans avoir à affronter une écriture des développements qui ne semble pas lui être destinée au premier titre, mais ne justifie nullement de s'écarter d'un ouvrage actualisé qui a le mérite évident d'aborder un objet souvent délaissé par les sciences sociales, au vu des difficultés d'approche qu'il soulève.

Philippe Hamman

CNRS/CRESS, université Strasbourg 2
GSPE, IEP Strasbourg
ph.hamman@wanadoo.fr

**Markus ROTH, Theater nach Auschwitz.
George Taboris Die Kannibalen im Kontext
der Holocaust-Debatten**
[Le théâtre après Auschwitz. Les cannibales
de Georges Taboris dans le contexte des
débat sur l'Holocauste].

Frankfurt am Main, P.Lang, coll. Historisch-
kritische Arbeiten zur deutschen Literatur,
32, 2003, 187 p.

Soixante ans après la libération du camp d'Auschwitz, la question du travail de mémoire et du rôle des médias dans sa transmission est toujours d'une grande actualité, comme l'atteste un simple regard sur les programmes de télévision et les agendas culturels. Depuis quelques années, un nombre croissant d'études scientifiques se sont aussi penchées sur les formes médiatiques et représentations fictionnelles qui abordent la Shoah (e.g. pour